



Press Release: For Immediate Release -

Wednesday September 19, 2007

FIRST NATIONS LEADERS MAKE COMMITMENT TO ADDRESS HIV/AIDS

Canadian Aboriginal AIDS Network signs Memorandum of Understanding (MOU) with the Assembly of First Nations

The Canadian Aboriginal AIDS Network formalized a partnership with the Assembly of First Nations today with a public signing of a Memorandum of Understanding (MOU) in Montreal, Quebec.

Despite efforts of Aboriginal AIDS Service organizations the HIV/AIDS epidemic continues to grow in Canada's Aboriginal population with 23% of positive test results attributed to Aboriginal people.

This document represents an important step in addressing HIV/AIDS issues among First Nations peoples. "The Memorandum of Understanding between the Canadian Aboriginal AIDS Network and the Assembly of First Nations is a message to First Nations people across Canada that the work in HIV/AIDS has begun," announced Ken Clement, President of the Canadian Aboriginal AIDS Network.

The Canadian Aboriginal AIDS Network (CAAN) recognizes the need for increased and sustained resources (human and financial) to support the Aboriginal HIV/AIDS movement in Canada. To accomplish these goals leadership engagement is required. The formalized support of Canada's national First Nations political leadership will assist the movement in gaining long term support.

"As leaders, we must help First Nations people living with HIV/AIDS and push for action. The high rates of HIV/AIDS among our youth and women require a long-term commitment to prevention, screening and treatment," Assembly of First Nations National Chief, Phil Fontaine said. "We must end the stigma surrounding HIV/AIDS and recognize the hardships that cause First Nations to be more highly exposed to the risks of HIV infection, such as poverty, family and sexual violence and drug addiction."

The Canadian Aboriginal AIDS Network has been working to engage elected and non-elected Aboriginal leaders on HIV/AIDS issues.

"The MOU between AFN and CAAN is very significant because what it demonstrates to the First Nation communities that CAAN serves is the AFN supports this health issue" says Kevin Barlow, Executive Director of CAAN. "It also tells First Nations people living with HIV/AIDS that their needs and concerns are being heard."

Today marks another accomplishment in the work to ensure a healthier future for First Nations people in Canada. CAAN will continue to work on similar agreements with the other national Aboriginal political and service delivery organizations.

Le mercredi 19 septembre 2007



COMMUNIQUÉ

LES DIRIGEANTS DES PREMIÈRES NATIONS S'ENGAGENT À LUTTER CONTRE LE VIH/SIDA

par Colleen Patterson, agente de communications principale du RCAS

Montréal (Qc) – Le Réseau canadien autochtone du sida signe un protocole d'entente avec l'Assemblée des Premières Nations

Le Réseau canadien autochtone du sida a officialisé, aujourd'hui, un partenariat avec l'Assemblée des Premières Nations par la signature publique d'un protocole d'entente à Montréal (Qc).

En dépit des efforts des organismes autochtones de services liés au sida, l'épidémie de VIH/sida continue de se propager au sein de la population autochtone; en effet, 23 % des résultats de dépistage positif sont attribués à la population autochtone.

Ce document représente une étape importante dans la lutte contre les enjeux liés au VIH/sida chez les populations des Premières nations. « Le protocole d'entente conclu entre le Réseau canadien autochtone du sida et l'Assemblée des Premières Nations se veut un message aux populations des Premières nations du pays, affirmant que le travail de lutte contre le VIH/sida est amorcé », a annoncé Ken Clement, président du Réseau canadien autochtone du sida.

Le Réseau canadien autochtone du sida (RCAS) reconnaît le besoin de ressources (humaines et financières) accrues et permanentes, afin d'appuyer le mouvement autochtone de lutte contre le VIH/sida au Canada. Pour réaliser ces objectifs, il faut pouvoir compter sur l'engagement des dirigeants.

Le soutien officialisé des dirigeants politiques des Premières nations du Canada permettra ainsi au mouvement d'obtenir un soutien à long terme.

« En qualité de dirigeants, nous devons aider les personnes des Premières nations qui vivent avec le VIH/sida et insister pour que des mesures concrètes soient prises. Les taux élevés de VIH/sida parmi nos jeunes et les femmes autochtones requièrent un engagement à long terme en matière de prévention, de dépistage et de traitement », souligne Phil Fontaine, le chef national de l'Assemblée des Premières Nations. « Nous devons mettre fin à la stigmatisation qui entoure le

VIH/sida et reconnaître les préjudices qui font en sorte que les Premières nations sont beaucoup plus exposées aux risques de l'infection à VIH, tels que la pauvreté, la violence familiale et sexuelle et la toxicomanie. »

Le Réseau canadien autochtone du sida s'est efforcé de mobiliser des dirigeants autochtones élus et non élus dans la lutte contre le VIH/sida.

« Le protocole d'entente entre l'APN et le RCAS est très important, puisqu'il démontre aux collectivités des Premières nations desservies par le RCAS que l'APN appuie la lutte contre ce problème de santé », indique Kevin Barlow, directeur exécutif du RCAS. « Cela indique également aux personnes des Premières nations qui vivent avec le VIH/sida que nous sommes à l'écoute de leurs besoins et de leurs préoccupations. »

Nous marquons aujourd'hui une autre réalisation au plan des efforts mis en place pour garantir un avenir plus sain aux populations des Premières nations du Canada. Le RCAS continuera à travailler à la conclusion d'ententes similaires avec les autres organismes politiques et de prestation de services nationaux autochtones.
